

EDITORIAL

Vrais soucis

LE gouvernement fait chaque fois grand cas, et grand bruit, de la ligne de précaution et de liquidité (LPL), qu'il vient de signer, pour la 3^e fois, avec le FMI. Avec 3,47 milliards de dollars, elle pèse pratiquement la moitié de ce qu'avait été la première ligne, celle de 2012. Certes, on a raison de dire que c'est une sécurité, ou bien que le FMI se porte garant des appels de fonds du Royaume.

Mais rapportée aux chiffres sur lesquels le pays travaille, c'est relativement peu de chose: à peine 14% des réserves de changes.

En revanche, ce qui est vraiment intéressant, ce sont les recommandations et conseils qui vont avec. Malheureusement, ce n'est pas exactement là-dessus que les autorités politiques s'attardent.

On les comprend. En effet, avant de signer l'accord, le FMI relève des risques, fragilités et évolutions néfastes. C'est ainsi que, conformément à la politique mondiale que doivent appliquer les organisations internationales, il rappelle qu'il faut promouvoir l'emploi des femmes; lequel baisse rapidement au Maroc: une part encore faible mais significative des femmes se retire du marché du travail. On ne sait pas si cela vient des vues anti-féminines du PJD ou de la dégradation du marché suite à la mauvaise gestion des finances publiques.

Le Fonds salue la réforme des retraites des fonctionnaires et la capacité du Maroc à traverser un environnement dangereux. Mais il souligne de vrais soucis sur le tourisme, la croissance trop lente, les exportations molles et les investissements étrangers en baisse. Et il ajoute, ce qui est nouveau, une invitation ferme à bien surveiller la décentralisation budgétaire qui découlera de la régionalisation.

Ce sont des recommandations très amicales, formulées avec un grand souci de diplomatie. Raisons supplémentaires pour les appliquer. □

Nadia SALAH

Régionalisation avancée

La stratégie BP

- Souss-Massa servira de site pilote
- Plus d'autonomie aux Banques Populaires régionales
- Le schéma mutualiste, un levier d'accélération

Entretien avec Mohamed Benchaaboun, président du groupe Banque Populaire

Voir pages 6 & 7



Ph. L'Economiste

Energies renouvelables

Les transferts ONEE-Masen démarrent

MAINTENANT que les contours du nouveau dispositif institutionnel sont connus, l'ONEE se prépare à transférer certains de ses actifs à la superstructure des énergies renouvelables (EnR): Masen. De sources proches du dossier, le parc éolien d'Amogdoul à Essaouira devrait être le premier site à basculer sous

la gestion du nouvel organisme de pilotage de la stratégie des EnR. D'autres projets devraient suivre. Pendant ce temps, le Global wind energy council place le Royaume dans le sillage de l'Afrique du Sud dans son dernier classement sur les capacités installées à fin 2015. □

Voir page 2



Réforme territoriale

«Chaque pays doit trouver ses équilibres propres»

Entretien avec Jean-Michel Baylet, ministre français de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales

Voir page 15

■ Le fisc améliore ses recettes

Voir page 9

■ IAM: Retour de la croissance au Maroc

Voir page 5

■ Tourisme: Les pays Mena, les grands perdants

Voir page 12

Accès à l'information

Graves menaces de recul

Voir page 27